

Banque du Sud, contexte international et alternatives

mercredi 22 septembre 2010, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 5 août 2006).

Document préparé pour le séminaire de l'Observatoire international de la dette qui se tiendra à Caracas du 22 au 24 septembre 2006.

Sommaire

- [1. Deux grandes tendances \(...\)](#)
- [2. Contexte économique interna](#)
- [3. Alternatives potentielles](#)
- [4. La Banque du Sud et le \(...\)](#)
- [5. Perspectives futures de \(...\)](#)
- [6. Conclusions](#)

La tendance qui domine aujourd'hui, à l'œuvre depuis 25 à 30 ans, consiste en la poursuite de l'offensive capitaliste néolibérale et impérialiste. Dans les dernières années, cette tendance s'est exprimée par le recours de plus en plus fréquent à des guerres impérialistes, l'augmentation de l'armement des grandes puissances, la poursuite du renforcement de l'ouverture commerciale des pays dominés, la généralisation des privatisations, une attaque systématique contre les salaires et les mécanismes de solidarité collective conquis par les travailleurs. Tout cela fait partie du Consensus de Washington.

1. Deux grandes tendances opposées sont en action à l'échelle internationale

La tendance qui domine aujourd'hui, à l'œuvre depuis 25 à 30 ans, consiste en la poursuite de l'offensive capitaliste néolibérale et impérialiste. Dans les dernières années, cette tendance s'est exprimée par le recours de plus en plus fréquent à des guerres impérialistes, l'augmentation de l'armement des grandes puissances, la poursuite du renforcement de l'ouverture commerciale des pays dominés, la généralisation des privatisations, une attaque systématique contre les salaires et les mécanismes de solidarité collective conquis par les travailleurs. Tout cela fait partie du Consensus de Washington.

Une contre tendance se développe depuis la fin des années 1990. Sa forme la plus avancée s'exprime (presque) uniquement en Amérique latine : l'élection de présidents prônant une rupture avec le néolibéralisme (ce cycle a commencé avec l'élection de Hugo Chavez fin 1998) ou tout au moins un aménagement de celui-ci ; la suspension du paiement de la dette extérieure publique due aux créanciers privés par l'Argentine à partir de fin décembre 2001 jusqu'à mars 2005 ; le début de récupération du contrôle de l'État sur de grandes entreprises publiques (PDVSA) et sur les

ressources naturelles (gaz naturel en Bolivie) ; l'échec de l'ALCA ; la réduction de l'isolement de Cuba...

Cette contre tendance serait inconcevable sans les puissantes mobilisations populaires qui se sont opposées à l'offensive néolibérale dès les années 1980 (février 1989 à Caracas) à différents endroits de la planète et qui ont explosé depuis de manière périodique. La résistance que rencontre l'impérialisme en Irak, en Palestine et en Afghanistan joue également un rôle fondamental.

2. Contexte économique international en 2003-2006

La crise qui a frappé l'économie des États-Unis en 2000-2001 a été surmontée par une politique anticyclique volontariste de la Banque centrale qui a abaissé radicalement son taux directeur l'amenant à un niveau proche de zéro. L'objectif poursuivi : éviter que la faillite d'Enron et de Worldcom ne s'étende à d'autres grandes entreprises privées très endettées. La réduction radicale des taux d'intérêt a permis aux entreprises de refinancer à moindre coût leurs dettes. Il en a été de même pour les ménages nord-américains dont le niveau d'endettement avait atteint un sommet historique (130% du revenu annuel). L'ensemble des dettes publiques et privées aux États-Unis dépasse 37.000 milliards de dollars. Les États-Unis ont pu surmonter la crise et ont retrouvé un niveau de croissance soutenu par la consommation intérieure qui a été alimentée et financée par l'extérieur. La récupération économique aux États-Unis a eu lieu alors que la croissance en Europe et au Japon était très faible. Les États-Unis ont dès lors joué le rôle de locomotive économique mondiale en 2002-2003.

La consommation des États-Unis implique un fort recours à des importations, notamment de produits chinois. La locomotive états-unienne a entraîné la Chine dans son sillage. La Chine a maintenu ainsi un taux de croissance proche de 10%. Les besoins chinois en combustible et en matières premières ont dopé les prix de ces produits sur le marché mondial. Selon la Banque des règlements internationaux (BRI [1]), en 2005, « *la Chine a représenté plus de 57% de la demande supplémentaire d'aluminium, 60% de celle de cuivre et plus de 30% de celle de pétrole* » [2]. À partir de 2003, on a assisté à une forte hausse des prix réels du pétrole, des autres matières premières et de certains produits agricoles. Dans le même temps, les prix des produits manufacturés ont connu une hausse assez modeste. C'est pourquoi nous vivons une conjoncture internationale caractérisée par une amélioration des termes de l'échange en faveur des pays en développement exportateurs de matières premières, de combustible et de certains produits agricoles. Cela tranche avec plus de vingt ans de dégradation des termes de l'échange [3] au détriment des PED. Dans le cas de l'Amérique latine, à partir de 2003, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Venezuela ont tous bénéficié d'une forte hausse des prix de leurs exportations [4].

Cette amélioration des termes de l'échange a provoqué une augmentation énorme des réserves de change dont disposent les PED. Plus de 130 d'entre eux (sur 165) en effet ont connu une hausse de leurs réserves. Entre 2000 et avril 2006, les réserves de change de l'ensemble des PED — parmi lesquels figurent les pays de l'ex-bloc soviétique — ont été multipliées presque par 3 (passant de 973 à 2679 milliards de dollars). Les réserves de change des PED exportateurs de pétrole ont été multipliées par 4 (passant de 110 à 443). Celles de la Chine ont été multipliées par plus de 5 (passant de 166 à 875). Plus modestement, celles de l'Amérique latine ont augmenté de 40% pendant la même période.

L'encours total mondial des réserves de change atteignait en décembre 2005, selon la BRI, l'équivalent de 4170 milliards de dollars (dont 2/3 en dollars US, le 1/3 restant étant composé d'euros, de yens, de livres sterling et de francs suisses), dont seulement 1292 milliards sont en

possession des pays les plus industrialisés. Encore faut-il savoir que les États-Unis ne possèdent que l'équivalent de 38 milliards de dollars (en différentes devises) et la zone euro seulement 167 milliards. Le Japon quant à lui en détient 829 milliards [5]. Les PED n'ont jamais connu une telle situation : ils disposent d'une somme équivalente à plus du double des réserves de change des pays les plus industrialisés. Les réserves de changes des PED sont distribuées de la manière suivante : 60% en dollars, 29% en euros et le reste en yens, livres sterling et francs suisses.

Le FMI, officiellement chargé depuis sa création en 1944 de venir en aide aux pays confrontés à des problèmes de balance de paiement, ne dispose que de l'équivalent d'environ 9 milliards de dollars directement mobilisables. Le total des quotes-parts représentent 300 milliards mais encore faut-il que les 184 membres du FMI mettent ces sommes à la disposition de l'institution. Son portefeuille de prêts ne s'élève plus qu'à 35 milliards. Il fait figure d'un nain par rapport à une vingtaine de PED. Sa situation est d'ailleurs aggravée par le fait que son portefeuille de prêts diminue (et par conséquent ses revenus) suite au remboursement anticipé de la part de plusieurs pays asiatiques, du Brésil et de l'Argentine, bientôt suivis par le Mexique et l'Uruguay.

Au sens propre comme au sens figuré, les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. C'est tellement vrai qu'ils prêtent de l'argent au Trésor des États-Unis et aux pays d'Europe occidentale en achetant leurs bons du Trésor. Les PED détiennent des bons du Trésor états-unien pour un montant qui dépasse plusieurs centaines de milliards de dollars.

Nota bene : La Banque mondiale reconnaît elle-même que les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. Dans le rapport annuel de 2003 de la Banque mondiale intitulé *Global Development Finance*, on peut lire « *Les pays en développement pris dans leur ensemble sont prêteurs nets par rapport aux pays développés* » [6]. Dans l'édition de 2005 du *Global Development Finance*, la Banque écrit : « *Les pays en développement sont maintenant exportateurs nets de capitaux vers le reste du monde* » | [7]. Dans le *Global Development Finance 2006*, elle revient sur le sujet : « *Les PED exportent des capitaux vers le reste du monde, en particulier vers les États-Unis* » [8].

Rien que ce constat démontre la futilité de la théorie dominante dans le domaine du développement. En effet, selon la pensée dominante, un des obstacles principaux au développement du Sud [9], c'est l'insuffisance de capitaux. Aussi, afin de se développer, les PED doivent chercher ailleurs les capitaux dont ils ne disposent pas en suffisance chez eux. Ils doivent à la fois s'endetter et attirer les capitaux étrangers.

La politique actuelle en matière de réserves de change est, à bien des égards, absurde car elle se conforme à l'orthodoxie des institutions financières internationales. Au lieu d'utiliser une partie importante de leurs réserves de change pour des dépenses d'investissement et pour des dépenses courantes (dans les domaines de l'éducation et de la santé par exemple), les gouvernements des PED s'en servent pour rembourser leurs dettes ou les prêtent au Trésor des États-Unis ou aux Trésors des pays d'Europe occidentale. Mais cela ne s'arrête pas là, les gouvernements des PED utilisent les réserves en devises comme garantie de paiement futur et contractent de nouvelles dettes auprès des banques privées étrangères ou auprès des marchés financiers. C'est absurde du point de vue de l'intérêt général. Autre politique absurde du point de vue de la Nation, pour prévenir un effet inflationniste lié au niveau important des réserves en devise, le Trésor public des PED s'endette auprès des banques locales afin de retirer de la circulation le surplus de monnaie.

Reprenons les différentes actions mentionnées plus haut.

2.a. Paiement anticipé au FMI. Fin 2005—début 2006, l'Argentine a remboursé de manière anticipée le FMI en utilisant une partie de ses réserves de change. Or l'Argentine aurait été parfaitement en

droit de mettre en cause les sommes dues au FMI car celui-ci est responsable d'un ensemble d'actions qui ont porté préjudice aux citoyens argentins et à l'économie du pays. Le FMI a soutenu activement la dictature argentine de 1976 à 1983 qui a commis de manière systématique des crimes contre l'humanité et qui a endetté lourdement le pays pour appliquer un modèle économique contraire à l'intérêt de la Nation. Le FMI a ensuite exigé du régime démocratique qui a succédé à la dictature qu'il lui rembourse les dettes odieuses contractées par la junte militaire. Ensuite, il a dicté des politiques économiques qui ont encore porté préjudice aux intérêts de la Nation et ce, jusqu'à aujourd'hui. L'Argentine était parfaitement en droit de refuser de poursuivre le paiement des dettes au FMI. On pourrait dire la même chose du paiement anticipé des dettes au FMI par le Brésil. En utilisant une partie de leurs réserves pour rembourser le FMI, l'Argentine et le Brésil ont gaspillé une partie de leurs ressources qui auraient pu être utilisées à des fins autrement plus utiles et plus honorables. Une des raisons principales avancées par les gouvernements argentin et brésilien pour rembourser de manière anticipée le FMI était la volonté de retrouver leur liberté d'action. Force est de constater qu'après le remboursement, ils ont maintenu une orientation économique qui est soutenue par le FMI. Par exemple, ils n'ont pas rétabli un contrôle sur les mouvements de capitaux et un contrôle sur les changes.

2.b. Prêts au gouvernement des États-Unis par le biais de l'achat de bons du Trésor La plupart des PED achète des bons du Trésor US. Les montants exacts ne sont pas connus mais cela représente plusieurs centaines de milliards de dollars prêtés au gouvernement des États-Unis. L'argument le plus commun est de dire que les bons du trésor US sont très liquides, cela veut dire que l'on peut les revendre très facilement très vite. On ajoute généralement qu'ils sont sans risque car il est inimaginable que le Trésor US soit à court ou moyen terme en « default ». Il n'en reste pas moins que les PED contribuent ainsi au maintien de la puissance de l'empire US. Les PED donnent au maître le bâton dont il se sert pour les battre et les spolier. En effet, les EU ont un besoin vital de financement extérieur pour financer leurs énormes déficits et maintenir leur puissance militaire, commerciale et financière. S'ils étaient privés d'une partie significative des prêts des PED, la position des EU se trouverait affaiblie. Ajoutons que ceux qui prônent l'achat de bons du Trésor des EU omettent généralement le fait que le dollar évolue à la baisse. Les bons sont rémunérés avec des dollars dévalués. Affirmons tout de suite que l'achat de bons des Trésors d'Europe occidentale, s'ils constituent un moindre mal, ne représente en rien une alternative. Il vaut beaucoup mieux dépenser productivement les surplus de réserve ou les mettre en commun dans une banque du Sud.

2.c. La poursuite de l'endettement public Le placement des réserves sous forme de bons du Trésor des EU (ou d'autres bons d'autres Trésors) a généralement pour contrepartie de nouveaux emprunts. Cela peut paraître surprenant mais en réalité les choses se passent bel et bien ainsi. D'une part, les réserves en devises sont placées en partie en bons du Trésor des EU (ou d'autres Trésors) ; d'autre part, les pouvoirs publics empruntent sur le marché intérieur ou sur le marché international afin de rembourser la dette publique. Dans tous les cas, la rémunération des réserves placées en bons des Trésors étrangers est inférieure à l'intérêt versé pour emprunter. D'où une perte pour le Trésor du pays concerné. Un montant important de réserves en possession de la Banque centrale amène souvent celle-ci à s'endetter ! Explication : Les entrées massives de capitaux étrangers sous forme de devises se retrouvent dans les mains des agents résidents qui vont les échanger auprès de leurs banques contre de la monnaie nationale (MN), ce qui se traduit donc par une augmentation accrue de la quantité de MN, ce qui est potentiellement source d'inflation. Pour éviter cela, les autorités monétaires (la banque centrale, BC) vont se livrer à des opérations de stérilisation de ces réserves afin d'éviter que l'afflux de devises ne se transforme en MN. Il y a en gros deux possibilités :

— 1. La BC décide d'augmenter le taux des réserves obligatoires (reserve assets) du système bancaire, ce qui entraîne un coût supplémentaire pour les banques, qu'elles vont certainement

répercuter sur les taux d'intérêt des crédits qu'elles proposent. Cela rend le crédit plus cher et devrait donc ralentir la création monétaire (car à chaque fois qu'il y a crédit, il y a création monétaire, de même qu'à chaque fois qu'il y a remboursement de crédit, il y a « destruction » de monnaie).

— 2. La BC réalise des opérations d'open-market, c'est-à-dire qu'elle émet des titres, la vente de ces titres devant permettre pour elle de récupérer de la MN qui ainsi sort de la circulation monétaire et donc limite le risque d'inflation.

Le problème de cette stérilisation est que la BC a, d'un côté, des réserves de change qu'elle place sur le marché international des capitaux (qui lui rapportent un intérêt t_1) et, de l'autre, elle verse pour les titres qu'elle a émis une rémunération t_2 , qui est supérieure à t_1 car la prime de risque est plus importante sur le marché intérieur d'un PED que sur le marché international. C'est pour cela que pour contrôler son inflation, mais aussi son taux de change (cela dépend aussi du régime de change, fixe type — currency board — ou flexible), la BC et donc l'État sont obligés de s'endetter afin de financer cet écart de taux. C'est le résultat combiné d'une politique monétaire qui a comme objectif principal la lutte contre l'inflation (selon une perspective libérale bien connue) et d'une politique économique en général qui limite l'intervention active de l'État dans l'activité productive et considère que les dépenses sociales sont improductives (et génératrices d'inflation). Une écrasante majorité de gouvernements donne la priorité à cette politique et on assiste à une montée des dettes publiques intérieures comme contrepoids d'un niveau élevé des réserves de change [10]. C'est vrai pour la Chine comme pour les pays d'Amérique latine.

Au lieu de construire des montagnes de réserves de change notamment pour se mettre à l'abri d'attaques spéculatives, les gouvernements des PED feraient mieux : 1 d'adopter des mesures de contrôle des mouvements des capitaux et des changes (bien plus efficaces pour se protéger contre les attaques spéculatives et pour combattre la fuite des capitaux) ; 2 d'utiliser une partie importante des réserves pour de l'investissement productif dans l'industrie, dans l'agriculture (réforme agraire et développement de la souveraineté alimentaire), dans les infrastructures, dans la protection de l'environnement, dans la rénovation urbaine (réforme urbaine, construction/rénovation de logements...), dans les services de santé, d'éducation, dans la culture, dans la recherche, dans la sécurité sociale... ; 3 de mettre en commun une partie des réserves pour constituer un ou des organismes financiers communs (Banque du Sud, Fonds monétaire du Sud) ; 4 constituer un front des pays endettés pour le non paiement ; 5 renforcer et constituer des cartels de pays producteurs de produits de base ; 6 développer les accords de troc mis en pratique entre le Venezuela et Cuba, et élargis depuis peu à la Bolivie.

C'est ce que nous allons développer dans les deux parties qui suivent.

3. Alternatives potentielles

Revenons à la conjoncture favorable aux PED en 2006. Comme nous l'avons vu plus haut, la situation est favorable aux PED pour plusieurs raisons :

— un nombre significatif d'entre eux dispose d'un niveau de réserves internationales jamais atteint auparavant alors que les EU et l'Europe occidentale se trouvent à un niveau historiquement bas de réserves ;

— les termes de l'échange leur sont favorables ;

— la plupart des PED ont un solde positif des comptes courants ;

— le FMI est provisoirement affaibli. On peut ajouter qu'en 2005 le taux de croissance moyen des PED a été le double du taux de croissance moyen des pays les plus industrialisés, les taux d'intérêt internationaux, bien qu'en train de monter, sont relativement bas. Quant aux primes de risque pays versées par les PED, elles ont atteint un niveau historiquement bas.

Sur le plan politique, dans plusieurs pays, la gauche a remporté des succès en 2005-2006 : victoire d'Evo Morales aux présidentielles de novembre 2005 en Bolivie, progrès important de la gauche aux élections en Inde et au Mexique. Sur le plan militaire : Washington et ses alliés sont embourbés en Irak et en Afghanistan, ce qui rend difficile une intervention terrestre directe contre un autre pays. Sur le plan des accords multilatéraux favorables aux grandes puissances : l'ALCA a été abandonnée en 2005 et les négociations au sein de l'OMC sur l'agenda de Doha sont bloquées (momentanément en tout cas).

Dans un tel contexte, il est potentiellement possible de mettre en pratique une stratégie alternative :

— Si les gouvernements des PED souhaitaient remettre en cause le paiement de la dette publique, ils seraient dans la meilleure position pour le faire car ils ont de quoi affronter des menaces de rétorsion de la part des créanciers multilatéraux, bilatéraux et privés. Le niveau de leurs réserves leur procure une énorme marge de manœuvre. Si l'Argentine a pu seule tenir tête aux créanciers privés entre fin 2001 et début 2005 (ils réclamaient la reprise du paiement d'une dette à leur égard qui représentait environ 100 milliards de dollars) et obtenir des concessions significatives, on peut imaginer sans difficulté la force qu'aurait un front de plusieurs pays. C'est le moment de mettre en œuvre des audits de la dette. Un front des pays pour le non paiement pourrait également mettre en avant l'exigence du remboursement de la dette historique et écologique contractée par les pays les plus industrialisés. L'opinion publique et les mouvements sociaux seraient largement favorables à l'adoption d'une attitude légitime et digne par les gouvernements du Sud.

— Les gouvernements des PED pourraient également prendre l'initiative de créer une banque du Sud et un Fonds monétaire international du Sud (voir plus loin). Ils pourraient se retirer de la Banque mondiale et du FMI, organismes totalement dominés par quelques grandes puissances les plus industrialisées.

— Ils pourraient mettre en œuvre une stratégie de stabilisation des prix des matières premières et des produits agricoles de base en fondant des cartels de pays producteurs et en renforçant l'OPEP.

— Ils pourraient créer et/ou renforcer des ensembles régionaux du Sud et, pourquoi pas, se doter d'une monnaie commune.

— Ils pourraient réintroduire un contrôle sur les mouvements de capitaux et sur les changes.

— Ils pourraient reprendre le contrôle sur les ressources naturelles de leurs pays.

— Ils pourraient développer sur le plan de l'éducation, de la culture, de la recherche (notamment en matière de santé) des politiques publiques audacieuses avec des moyens financiers suffisants.

— Ils pourraient s'inspirer des accords d'échange entre la République bolivarienne du Venezuela, Cuba et la Bolivie et généraliser les nouvelles formes d'échanges compensés ou de troc (pétrole en échange de services de santé et d'éducation par exemple).

— Une telle stratégie impliquerait de donner la priorité à une redistribution radicale de la richesse tant à l'intérieur des PED qu'entre le Sud et le Nord de la planète. Le contenu social d'une stratégie alternative est fondamental. Il faut lui donner un contenu socialiste sous peine de tomber dans une caricature d'alternative. Le contenu socialiste n'a rien à voir avec une simple politique de réduction

de la pauvreté, le développement de mesures d'assistance publique et une vague humanisation du capitalisme. Le contenu socialiste implique des réformes structurelles profondes en commençant par la remise en cause de la propriété privée des grands moyens de production, des ressources naturelles et de tous les biens communs. Pour paraphraser le Che [11] : Alternative socialiste ou caricature d'alternative.

— L'alternative doit aussi avoir une dimension essentielle d'émancipation des femmes par la réalisation d'une véritable égalité entre les sexes.

4. La Banque du Sud et le Fonds monétaire du Sud

Un premier choix est à faire : créer une ou deux institutions. Si on en crée deux : on aurait une banque qui a pour fonction de financer le développement et un fonds monétaire qui aurait notamment pour fonction de protéger les pays contre des attaques spéculatives et les aider en cas de problème de liquidité pour réaliser leurs échanges. On peut également mettre entre les mains d'une seule institution ces deux grandes fonctions.

La Banque du Sud vise notamment à : tendre à rompre la dépendance des pays de la Périphérie vis-à-vis du marché financier international, canaliser leur propre capacité d'épargne, stopper la fuite des capitaux, canaliser les ressources centrales vers les priorités du développement économique et social indépendant, changer les priorités d'investissement, etc. Il s'agit d'une banque publique alternative à la Banque Interaméricaine de Développement et à la Banque mondiale.

La Banque du Sud peut octroyer des crédits avec ou sans intérêts, comme elle peut procurer de l'aide non remboursable sous forme de dons. La Banque sera principalement financée par les apports des pays membres sous la forme de quotes-parts et de dons. On peut aussi imaginer des recettes fiscales par des impôts régionaux/internationaux.

Les destinataires des crédits et des dons prioritaires doivent être des entités publiques (État, province, municipalité, entreprises publiques de production ou de services). Il faut par ailleurs définir avec discernement les agents privés qui peuvent recevoir les crédits et les dons de la Banque afin d'exclure que son activité serve à renforcer le grand capital. L'histoire des deux derniers siècles est remplie de banques publiques et populaires qui ont servi essentiellement au renforcement de l'accumulation capitaliste sans aucun bénéfice réel pour le peuple.

La Banque du Sud ne peut être dissociée de la situation de l'endettement. Il faut éviter que l'activité de la Banque serve à maintenir la gestion de la dette publique au profit du capital financier.

Un autre aspect important est celui de la nécessité de contrôle populaire et démocratique en écho avec les initiatives d'audit de la dette. La participation active des parlements dans le contrôle de l'activité de la Banque doit aussi être stimulé.

Ce qui précède ne constitue que quelques pistes qui requièrent une élaboration collective et rigoureuse.

5. Perspectives futures de l'économie

L'amélioration des termes de l'échange pour les pays exportateurs de produits de base n'est pas du goût des pays les plus industrialisés tant pour des raisons économiques que pour des raisons politiques car cette situation stimule les initiatives des pays du Sud. Le niveau atteint par les

réserves en possession du Sud suscite pour les mêmes raisons des inquiétudes dans les capitales des pays les plus industrialisés ainsi que dans les conseils d'administration des grandes transnationales. Les décisions prises par les gouvernements des pays les plus industrialisés visent à modifier la situation en leur faveur. Par ailleurs, le cycle économique suit sa propre logique (voir plus loin). Le manque de volonté de la part des gouvernements des pays de la Périphérie risque bel et bien de leur faire perdre une occasion historique.

Les Banques centrales des trois grands pôles de l'économie des pays les plus industrialisés augmentent leur taux directeur en terme de taux d'intérêt, c'est le cas de la Réserve fédérale des États-Unis et de la Banque centrale européenne depuis 2004. C'est le cas aussi de la Banque du Japon depuis début 2006. Une partie importante des capitaux flottants qui avaient migré vers les pays du Sud entre 2002 et 2006 à la recherche de rendements supérieurs à ceux que leur offraient les pays du Nord va reprendre le chemin du Nord. La chute des Bourses des pays émergents en mai 2006 est probablement un signe avant coureur. Pour la Réserve fédérale des États-Unis, il est vital d'attirer plus de capitaux vers les États-Unis de manière à tenter de combler l'énorme déficit commercial. Un flux permanent de capitaux vers les EU est une nécessité de premier ordre. Pour cela, il faut augmenter les taux d'intérêt afin d'offrir aux investisseurs étrangers un rendement suffisant. C'est d'autant plus nécessaire que la valeur du dollar baisse notamment face à l'euro et au yen, et que les taux d'intérêt augmentent également dans la zone euro, en Grande Bretagne et au Japon. Il est possible que l'augmentation en cours des taux d'intérêt atteigne un pallier et y reste. Effectivement, les autorités monétaires des États-Unis savent très bien que si elles augmentent trop les taux d'intérêt, elles risquent de provoquer l'explosion de la bulle spéculative immobilière et une chute drastique de la consommation des ménages car ceux-ci sont très endettés. Une augmentation trop forte des taux d'intérêt risque également de mettre en très grosse difficulté les grandes entreprises des États-Unis, à commencer par le secteur de l'automobile et l'aviation. Néanmoins, même si les taux d'intérêt au Nord ne progressent plus fortement dans le dernier quart de l'année 2006, ils ont déjà atteint un niveau suffisamment haut pour attirer une bonne partie des capitaux qui avaient pris la direction du Sud au cours des années précédentes.

En ce qui concerne l'évolution du prix des produits de base, celui-ci est influencé bien évidemment par le niveau d'activité économique. Il faut être prudent avec les prévisions de croissance pour 2007-2008. Ceci dit, un ralentissement de la croissance aux États-Unis n'est pas exclu. S'il a lieu, il faut voir comment la croissance en Europe occidentale et au Japon se comportera. Si celle-ci ralentit également dans ces deux régions, il faut prévoir une baisse des ventes de matières premières et une baisse des prix, à moins que l'activité de la Chine se maintienne pendant une période prolongée, ce qui serait étonnant.

Manifestement, la Chine passe par un niveau de surinvestissement. Le taux de rentabilité est généralement assez bas. Son activité est très largement dépendante de ses exportations. La consommation des ménages chinois augmente mais c'est surtout une très petite minorité qui en profite. Bref, le marché intérieur peut difficilement remplacer le marché extérieur comme débouché de la production chinoise à moins que les autorités chinoises fassent un virage radical en terme de modèle de développement (augmentation des salaires, renforcement radical du marché intérieur, recherche d'une véritable coopération constructive avec les autres pays du Sud). Cela paraît très peu probable. Malheureusement. Les luttes engagées par les travailleurs chinois qui veulent obtenir une amélioration des salaires, des conditions de travail et un droit d'organisation collective, pointent objectivement dans la direction d'un changement radical de modèle de développement mais on voit mal comment ils pourraient obtenir satisfaction à court terme. L'évolution risque même d'aller provisoirement dans l'autre sens. Je m'explique : si l'activité économique baisse aux États-Unis sans être contrebalancée par une croissance suffisamment forte en Europe et au Japon, l'activité économique en Chine ralentira certainement. Vu que le taux de rentabilité est bas et que le niveau

d'endettement des entreprises est assez élevé, il est probable qu'une chute de l'activité provoque des réductions importantes de personnel et des faillites d'entreprise. Une telle situation ne serait certainement pas favorable au développement des luttes des travailleurs chinois.

Ce que je viens de décrire est largement hypothétique et le facteur temps n'est pas précisé : l'évolution peut s'étendre sur plusieurs années. De nombreuses variables entrent en jeu.

Citons par exemple :

— Que va-t-il se passer du côté du prix du pétrole et du gaz ? Que va faire l'OPEP ? Mon impression est que le prix va rester élevé, ce qui est une bonne chose. Mais rien n'est garanti.

— Que va-t-il se passer du côté des autres produits de base ? Le prix de certains d'entre eux est tel qu'on assiste à un phénomène classique au niveau de l'évolution de l'économie capitaliste : des mines qui n'étaient plus rentables sont à nouveau exploitées. Certaines le sont au prix d'investissements assez élevés. Il y a surinvestissement. Cela produira une augmentation importante de l'offre. Cette augmentation dépassera la demande, ce qui entraînera une dépréciation des prix et des faillites d'entreprise. Qu'est-ce qui peut empêcher cela ? 1. ou bien l'accélération de la croissance économique mondiale, ce qui est très improbable, 2. ou bien la réalisation d'un cartel de pays producteurs qui planifie la production et limite l'augmentation de manière à stabiliser le prix à un niveau élevé. Cela nous ramène à l'urgence de l'alternative. Si les gouvernements des pays du Sud ne se hissent pas ensemble à la hauteur du défi, la situation évoluera de manière défavorable. On peut craindre que cela va se produire.

Ce qui vient d'être dit peut se produire également du côté du pétrole et du gaz. Si jamais une forte baisse se produisait, cela serait désastreux pour beaucoup de pays du Sud.

Revenons à la variable « remboursement de la dette ». Depuis 2003-2004, la plupart des PED à moyens revenus ne rencontre plus de difficulté à payer le service de la dette. C'est la conséquence de plusieurs facteurs conjoncturels : Des rentrées croissantes de devises grâce au prix élevé des produits de base qu'ils exportent et à l'arrivée de capitaux flottants à la recherche de rentabilité à court terme notamment dans les Bourses des pays émergents ; des taux d'intérêt relativement bas ; des primes de risque pays extrêmement basses en 2004-2005-2006. Tout cela peut être modifié en l'espace d'un an ou de quelques années. Les rentrées en devises peuvent diminuer et le niveau des réserves peut baisser, les taux d'intérêt à la hausse au Nord peuvent augmenter le service de la dette sur les prêts contractés à taux variables, le coût des nouveaux emprunts pour refinancer les anciennes dettes va augmenter car s'appliquera un taux d'intérêt plus élevé, les primes de risque pays peuvent repartir à la hausse. Un nombre significatif de PED risque de se trouver dans la situation de la cigale de la fable de Lafontaine. A la fin de l'été, lorsque l'environnement économique se détériorera, ils risquent de rencontrer des difficultés de paiement et leurs réserves de change risquent de fondre comme neige au soleil. C'est un argument supplémentaire pour mettre en pratique une politique alternative en réalisant un front des pays endettés pour le non paiement de la dette (voir points 3 et 4).

Avant d'en arriver aux conclusions, je voudrais livrer encore quelques impressions et informations additionnelles :

5.1. Depuis une vingtaine d'années, les États-Unis ont réussi chaque fois à surmonter leur crise en appliquant une politique très interventionniste et en faisant payer aux autres économies une partie du prix de la sortie de crise. N'oublions pas que la classe ouvrière des EU a également fait les frais de la sortie de la crise (par ex. via des licenciements massifs en 2001-2002, une augmentation très forte de la précarisation du travail et la croissance du nombre de working poors, une réduction des

salaires réels et de leur part dans le revenu national). Néanmoins l'économie des États-Unis n'est pas assainie du point de vue capitaliste (taux de croissance relativement faible, taux de profit relativement bas...) : elle devra certainement passer par une purge plus profonde, ce qui impliquera une dévalorisation/destruction du capital (un nombre important de faillites). Quand cette purge surviendra-t-elle ? Personne ne peut raisonnablement prédire une date mais la purge est difficilement évitable du point de vue de la logique capitaliste elle-même. Je précise qu'une purge n'est pas synonyme d'effondrement. Au contraire, c'est peut-être le meilleur mécanisme que le capitalisme a à sa disposition pour retrouver un taux de profit durablement élevé et une forte croissance.

5.2. La dette publique interne des PED a fortement augmenté ces trois dernières années en chiffre absolu. La montée de la dette publique interne est particulièrement forte et inquiétante dans un grand nombre de pays à moyens revenus. Selon la Banque mondiale, la dette publique interne des PED est passée de 1.300 milliards de dollars en 1997 à 3.500 milliards de dollars en septembre 2005 [12].

5.3. Les banques privées du Nord, après avoir stoppé les prêts bancaires aux PED en 2001-2002, les ont repris progressivement à partir de 2003. En 2005, leurs prêts ont augmenté de 74% par rapport à 2004. Ainsi, 1261 contrats de prêts ont été signés, principalement dans le domaine du pétrole et du gaz.

5.4. En 2005, une quarantaine de PED ont émis de nouveaux titres de la dette publique sur les marchés financiers internationaux. Les titres émis par dix d'entre eux (Brésil, Chine, Hongrie, Inde, Indonésie, Mexique, Pologne, Russie, Turquie et Venezuela) représentent 69% du total émis par les quarante. À signaler que les émissions de titres libellés en euro ont fortement augmenté au niveau mondial ces dernières années. En 2000, les titres émis en euros représentaient 29,8% de l'ensemble du stock de titres alors qu'en 2005, ils représentaient 45,4%. Les titres libellés en dollars qui représentaient 51,9% en 2000 n'en représentaient plus que 38,3% en 2005 [13].

5.5. En 2005, une grande partie de l'investissement direct étranger a été liée à des privatisations/acquisitions/fusions qui n'ont créé aucun emploi supplémentaire. Dans certains cas, il y a eu destruction de valeur et d'emplois.

5.6. Un nouveau type de produits dérivés a été lancé sur le marché ces dernières années. Il s'agit des Credit Default Swaps. L'acheteur de bons émis par des entreprises ou des États paie une assurance contre le risque de non paiement. Ce marché qui a littéralement explosé ces dernières années à l'échelle mondiale représente une valeur notionnelle (virtuelle) de 7 300 milliards de dollars, dont moins de 5% concerne les PED. Selon la Banque mondiale et la presse financière spécialisée, il est difficile de mesurer la solidité de ce type de produit dérivé. En cas de généralisation de difficulté de paiement de la dette, il sera difficile aux assureurs de tenir leur engagement sans risquer la faillite [14].

5.7. Les investisseurs institutionnels, en particulier les fonds de pensions des pays les plus industrialisés, réalisent des investissements financiers pour un montant de 46 000 milliards de dollars (soit une somme largement supérieur à la somme de tous les produits nationaux bruts de la planète), dont 20 700 milliards sont contrôlés par des sociétés des États-Unis [15]. Il suffit qu'ils consacrent une fraction infime de ces investissements à des achats d'actions dans les Bourses des pays émergents ou à des achats de devises, pour faire monter leur valeur (c'est ce qui s'est passé en 2005). Il suffit que cette même fraction infime soit retirée pour provoquer une chute de la bourse à Sao Paulo ou à Mumbai (c'est ce qui s'est passé en mai 2006), ou bien une chute de la monnaie de la Thaïlande ou de l'Argentine. Si les gouvernements ne prennent pas des mesures pour contrôler les entrées et sorties de capitaux ainsi que les changes de monnaie, ils sont à la merci d'attaques

spéculatives de l'ampleur de celles de la seconde moitié des années 1990.

5.8. Les capitalistes du Sud ont augmenté les sorties de capitaux en 2005. Alors que les sorties ont représenté 172 milliards de dollars en 2004, elles ont grimpé à 318 milliards de dollars en 2005 [16].

5.9. Au cours des dernières années, les flux Sud-Sud se sont développés principalement sous la conduite des firmes capitalistes du Sud. Par exemple, les flux d'investissements étrangers entre pays du Sud sont passés de 14 milliards en 1995 à 47 milliards en 2003. En 2003, ces flux d'investissements Sud-Sud ont représenté 36,6% du flux total d'investissements étrangers qui a pris la direction du Sud. Les prêts bancaires des banques privées du Sud à d'autres pays et entreprises du Sud sont passés de 0,7 milliard en 1985 à 6,2 milliards en 2005. Pour la première fois de son histoire, la Banque mondiale consacre un chapitre entier de son rapport annuel Global Development Finance aux flux de capitaux Sud-Sud [17]. Cela mériterait une contribution spécifique sur le sujet. Les flux Sud-Sud (à quelques exceptions prêts liées aux initiatives prises par le Venezuela) suivent totalement la logique de globalisation capitaliste. Des firmes chinoises investissent largement en Afrique et en Amérique latine pour s'assurer le contrôle sur des sources de matières premières. C'est ce que fait également Petrobras en Bolivie, au Nigeria et en Angola. De même pour les firmes russes.

La Banque mondiale propose par ailleurs aux gouvernements du Sud de recycler une partie de leurs énormes réserves de change en les prêtant à des investisseurs privés locaux. Bref, la Banque mondiale est elle-même à l'offensive sur le thème de la Banque du Sud en lui donnant un contenu conforme au renforcement du capitalisme à l'échelle planétaire. Plutôt que proposer aux pouvoirs publics du Sud de se doter d'instruments publics Sud-Sud pour financer leurs besoins (et ceux, prioritaires, de leur peuple), la BM propose de confier les réserves au grand capital privé du Sud. Cela se passe de commentaire mais cela nous ramène au contenu du projet de Banque du Sud tel que développé dans la partie 4 du présent texte.

6. Conclusions

Une nouvelle occasion historique se présente aux peuples et aux gouvernements des pays dits en développement de prendre une initiative émancipatrice de portée internationale. La conjoncture économique favorable à des initiatives fortes ne se prolongera pas. L'inaction ou des erreurs de stratégie conduiront à un retournement défavorable.

Si l'occasion n'est pas saisie (et c'est fort probable qu'elle ne le sera pas), l'histoire poursuivra son cours et les peuples lutteront dans des conditions encore plus difficiles qu'aujourd'hui. Le combat continuera et face à la politique cynique de leurs gouvernements, ils devront se radicaliser et se hisser à la tête de l'émancipation, sans Dieu, ni Sauveur suprême. Cela s'appelle la révolution.

Eric Toussaint

Notes

[1] www.bis.org

[2] BRI, Rapport annuel 2006, p. 45.

[3] Il y a eu dégradation des termes de l'échange pour les pays en développement au cours des années 1950 et 1960. Cela a été suivi d'une amélioration au cours des années 1970. A partir du contre-choc pétrolier de 1981 jusqu'en 2003, on a assisté à une nouvelle dégradation des termes de l'échange.

[4] BRI 2006, p. 44.

[5] BRI, 2006, p. 88.

[6] « Developing countries, in aggregate, were net lenders to developed countries », World Bank. Global Development Finance 2003, p.13.

[7] World Bank, Global Development Finance 2005, p. 56.

[8] « developing countries export capital to the rest of the world, particularly the United States », World Bank, Global Development Finance 2006, p. 139.

[9] Pour une critique, voir Éric Toussaint, « Les idées de la Banque mondiale en matière de développement », chapitre 10 du livre Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent, CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 2006.

[10] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 154.

[11] Révolution socialiste ou caricature de révolution.

[12] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 44.

[13] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 59.

[14] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 62.

[15] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 53.

[16] World Bank, Global Development Finance 2006, p. 151.

[17] World Bank, Global Development Finance 2006, chapter 4, p. 107-136